L'Anarcho-syndicaliste n°48
février 1965
Union des anarcho-syndicalistes

PROBLEMES DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'EDUCATION:

Ce retour sur le passé est-il indispensable? Peut-être pourrait-on s'en passer. Néanmoins, nous croyons utile de revoir ce que les penseurs socialistes ont écrit sur ce sujet: leurs idées étaient en avance sur leur temps bien sûr, et cette étude peut au moins nous faire prendre conscience du chemin qui aurait pu être parcouru et qui ne l'a pas été. Il serait utile d'analyser pourquoi n'ont pas été mises en pratique des vues si prophétiques. C'est une tâche que nous n'aborderons pas.

Certes, il fallait choisir; quelle difficulté quand on examine la floraison des penseurs de ce seul 19ème siècle - car il s'agira essentiellement des auteurs de cette époque, sauf un qui est nettement du 20ème: Marcel MARTINET. Presque tous sont de tendance libertaire et ce n'est pas un hasard. En effet, Karl Marx n'a-t-il pas écrit : *"Il n'y a point de solution véritable à la question d'instruction des masses laborieuses en dehors" de la révolution sociale, pas plus qu'il ne faut compter sur l'école pour obtenir la victoire du prolétariat".* On pensera à l'école après la Révolution. Ce à quoi Albert THIERRY répond: *"En 3 jours, les 3 Glorieuses, on peut bien renverser un gouvernement, on ne peut pas refondre une société. On n'en devient ni capable, ni digne. Et la révolution sociale a cela de plus que la révolution politique: qu'elle aime le temps et qu'elle ne veut pas exprimer un accident mais révéler l'essence de l'histoire"*.

Tous ces penseurs s'accordent sur le fait, cependant, que le régime bourgeois ne permet pas l'application intégrale de leurs principes. L'éducation donnée, quelle que soit la valeur des maîtres, n'atteindra sa plénitude que dans un régime où la liberté, l'égalité, la solidarité seront effectives: quand la révolution, donc, sera accomplie. Mais, et c'est cela qui nous différencie des marxistes, nous ne croyons pas au miracle d'un soir et à la possibilité d'imposer par la force nos vues: la Révolution exige une longue préparation et une conscience claire des problèmes d'un grand nombre.

Pour SAINT-SIMON, l'enseignement doit rendre le peuple apte à bien exécuter les tâches qui lui sont confiées. L'éducation reçue dans la famille est primordiale. Il préconise un enseignement mutuel (les grands élèves enseignant aux plus jeunes). Il entrevoit aussi un enseignement européen. Mais ces idées restent encore loin des préoccupations sociales, elles sont encore bien "embourgeoisées".

Quant à OWEN, il fut un précurseur et un réalisateur. Il a dirigé deux expériences pédagogiques, l'une en Ecosse, l'autre aux USA. Il est persuadé de l'influence du milieu (théorie des circonstances). Donc son système fera que l'éducation sera publique, commune, égalitaire, unique et le plus possible soustraite à l'influence familiale. Mais il affirme aussi la plupart des grands principes qui seront repris par les éducateurs libertaires à venir:

- équilibre entre les exercices physiques et intellectuels,
- ni punitions, ni récompenses,
- enseignement allant de l'objet à l'abstrait,
- enseignement de l'histoire de la civilisation,
- pas de pédantisme,
- éducation sexuelle ...

presque tout y est déjà.

PROUDHON voit l'enseignement sous un jour plus social: il demande pour tous une instruction littéraire et scientifique combinée à la formation industrielle; il veut rendre l'homme capable de s'élever au-dessus de sa spécialité, de sa profession, Il est hostile à l'apprentissage parcellaire qui *"mécanise l'ouvrier, le rend manchot, et méchant, annihile toute capacité de gestion et de direction, multiplie les incapacités, rend précieux contre-maîtres, directeurs, ingénieurs, privilégiés".*

Ce souci de faire un homme de chaque travailleur est, reste, la préoccupation essentielle. Il a analysé le danger d'un certain enseignement qui ne vise qu'à former des "aristocrates" d'une nouvelle espèce. Il admet, avec quelques réticences, cependant, qu'il faille cultiver les vocations car avant tout il faut préparer l'enfant à répondre à toutes les situations.

Paul ROBIN, militant de la 1ère internationale, avant de devenir le Directeur de l'Orphelinat de CEMPUIS, avait présenté un rapport sur l'enseignement intégral en 1868. Il faut faciliter d'éclosion et le développement de toutes les facultés de l'enfant, lui permettre la connaissance de toutes les branches de l'activité humaine, puis laisser à chacun le soin de poursuivre son développement, l'approche de la connaissance complète.

A Cempuis, l'emploi du temps est révélateur: 5 H de travaux manuels (3 h d'atelier, 2 h de travaux pour la collectivité), 4 h de travail scolaire, 3 h d'occupations facultatives.

Jusqu'à 13 ans était pratiqué la "papillonne" c'est-à-dire le passage successif dans tous les ateliers - après quoi avait lieu la spécialisation de 3 ans (la scolarité à 16 ans, déjà).

Pour Albert THIERRY, l'éducation professionnelle doit tout englober, toute la culture: intellectuelle, morale, de classe. C'est avec le concours de leurs organisations que les travailleurs peuvent trouver une solution à leurs problèmes. On voit que de tous ces précurseurs, c'est Albert Thierry qui va le plus loin. Il préconise la prise en main par les syndicats de toute l'éducation. Les écoles actuelles forgent des déclassés, écrèment le prolétariat, embourgeoisent, domestiquent le peuple, donnent la haine du travail manuel, prônent l'évangile "démocratique" de l'arrivisme. L'enseignement est un aspirateur installé pour extraire de la classe populaire les forces spirituelles nouvelles et pour les porter au service de la classe bourgeoise, les travailleurs ne doivent donc accepter cet enseignement qu'avec méfiance, et en gardant toujours présente la nécessité de corriger ses malfaisances par l'action du syndicat l'action de classe donc.

A côté de ces idées si hardies, celles de JAURES malgré le lyrisme du "tribun", paraissent fades. C'est qu'elles sont bien plus teintées d'idéalisme, du culte de la raison. Et pourtant, il exprime la nécessité de l'enseignement anti-dogmatique conduisant à l'anarchisme. *"Pas un seul dogme philosophique, politique, scientifique, social; et la raison seule souveraine".* Quel magnifique rêve d'individualisme, d'"anarchisme" intellectuel et scientifique! Plus d'autorité enseignante, ni l'Eglise, ni l'Etat, ni corps savant; la vérité jaillissant de tout esprit comme d'une source, et revenant à tout esprit comme à un réservoir.... Mais c'est, pour JAURES, l'idéal... lointain.

Avec Francisco FERRER, c'est à un éducateur, à la fois théoricien et praticien, que nous revenons. Son principe tient en peu de mots: former des hommes capables de se renouveler, d'évoluer, de détruire le milieu ou ils vivient et de le reconstruire - toujours prêts à accepter ce qui est mieux ou meilleur, sans rester "attachés" à rien.

Il va créer à Barcelone une école, mixte, comme à Cempuis. Ecole servant le jour aux enfants, le soir aux adultes, maison du peuple avec salles de réunions, bibliothèque, imprimerie, maison d'édition. Ecole rationnelle et scientifique. Son oeuvre est considérable: il édite ses manuels qui peuvent servir aux adultes, fait imprimer le bulletin de l'école, pédagogico-social, fonde "l'Ecole Rénovée" ancêtre de l'Ecole Emancipée, dont le but sera de rechercher l'influence de l'école sur le milieu social, les moyens d'éducation, architecture appropriée, formation des éducateurs. Enfin il crée *"la Ligue Internationale pour l'Education rationnelle".*

Pour MARX et ENGELS, la seule méthode pour obtenir des hommes complets est une éducation polytechnique qui libère l'individu: éducation physique et travail manuel à mi-temps avec les exercices

intellectuels. Et ils ajoutent: *"Ce n'est pas l'Etat qui doit s'occuper de l'éducation du peuple mais le peuple qui doit éduquer l'Etat".*

Marcel MARTIN ET, en réponse aux marxistes, démontre que si l'on veut réussir la véritable révolution sociale et efficace, la culture est nécessaire au prolétariat. Mais il n'entend pas par là une culture extérieure, gréffée ou classique; il montre que c'est en lui-même que le prolétariat doit puiser pour y trouver sa propre culture, et il rejoint en cela Albert THIERRY; cette culture, c'est mutuellement que les travailleurs l'acquerront. Mais il est nécessaire que les plus instruits par le "refus de parvenir" restent avec leurs frères de classe s'efforçant de les élever et s'élevant aussi.

Le refus de parvenir: *"ce n'est ni refuser d'agir, ni refuser de vivre, c'est refuser de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi... C'est rester fidèle au prolétariat, c'est anéantir à sa source un égoïsme avide et cruel...."*. Ce refus de parvenir doit être pour nous une des notions essentielles à ancrer dans tous les esprits des militants ouvriers. Pour tous ceux qui, ayant des possibilités d'accès aux études supérieures, il doit être le garde-fou qui évite les chutes dans les sentiers petits-bourgeos ou intellectualistes.

Une autre conclusion que l'on peut dégager de cette étude, c'est que la division en écoles de divers degrés, sections, ou spécialités est dangereuse et vaine: il y a une unité de l'éducation. Ce qui ne saurait nous surprendre, l'homme étant bien un, avec un corps, un cerveau, un sens social et "moral". Tout projet qui tendra à perpétuer ou aggraver les divergences entre écoles sera néfaste pour la classe des travailleurs, et la paix du monde en définitive.

Il reste à dire que tous ces penseurs avaient entrevu tous lesproblèmes de l'éducation, et leur avaient trouvé les solutions "naturelles" pour amener à la libération des travailleurs. Mais cependant, la société actuelle semble avancer une nouvelle cause d'aliénation: les loisirs. Nos "grands ancêtres" n'avaient pas prévu cela. Il nous appartient de déterminer en ce domaine les méthodes de combat pour éviter la nouvelle emprise, par ce biais, des forces de domestication de l'intelligence de l'homme.

L ' ENSEIGNEMENT ACTUEL:

LA SITUATION:

On sait que le pourcentage des enfants de travailleurs de condition modeste qui parviennent à l'enseignement supérieur est considérablement inférieur au pourcentage des enfants de classes aisées accédant aux facultés ou grandes écoles. Déjà dans l'enseignement secondaire, on compte, à l'entrée en 6ème:

- 149 élèves pour 1 000 issus des professions libérales et cadres supérieurs,
- 203 élèves pour 1 000 issus de fils d'ouvriers et 14 de salariés agricoles.

Et à la sortie ces chiffres sont respectivement: 233, 87 et 7 - alors que l'on compte 750.000 personnes dans le premier groupe, 6 900 000 dans le groupe ouvriers, 820.000 salariés agricoles.

La cause essentielle de cet état de fait réside dans la nature de l'enseignement qui est encore dispensé en Erance et qui est basé sur un système de sélection caractéristique du capitalisme, sur des programmes propres à rebuter les enfants des travailleurs, sur des méthodes en général abrutissantes, ou qui, au mieux ne développent que médiocrement l'esprit critique.

ORGANISATION:

Jusqu'à ces temps derniers, on pouvait diviser l'enseignement en 5 parties: la maternelle, la communale, le lycée, le collège technique, la faculté. Voyons ce qu'il en était.

1- A l'école maternelle:

C'est sans doute là qu'on a le moins de critiques à faire . En effet, l'enfant à la maternelle ne reçoit pas un enseignement contraignant: les maîtresses sont la pour développer ses aptitudes, pour exercer ses sens, ses dons d'observation, sa sensibilité, et non pour lui faire absorber arbitrairement des connaissances.

Malheureusement:
1 - Souvent l'esprit de cet enseignement est quelque peu faussé.
2 - Souvent aussi ces classes sont surchargées donc le travail des maîtresses y est inefficace.
3- Il n'y a pas de classes maternelles à la campagne (il y a cependant une tendance à la scolarisation dès 3 ou 4 ans, de bambins qu'on enfourne dans des cars de ramassage - cela ne paraît guère souhaitable)
4 - Le passage dans l'enseignement primaire est prématuré, l'âge pour apprendre à lire est variable (5 à 9 ans, en moyenne 7). C'est à 6 ans qu'on passe chez les "grands". Ce passage devrait être retardé, d'un an en moyenne. Cela pose un problème, mais il semble qu'il serait préférable de garder les enfants plus longtemps à la maternelle.

2- L'école primaire:

les Instructions officielles (I.O.) sont en général très libérales; il y a là une certaine "tradition universitaire". Mais elles sont loin d'être appliquées dans leur esprit. Ne citons qu'un exemple, celui des exercices observation (leçons de choses) au CE comme au CM: c'est encore dans la grande majorité des écoles par le manuel que l'instituteur "fait" sa leçon, ou plutôt l'escamote.

Quelles sont les causes de ce décalage entre les I.O. et la pratique pédagogique? Essentiellement, les instituteurs forment un groupe très conservateur, contrairement à certaines apparences; ils ont un retard de 50 ans pour la majorité d'entre eux, au point de vue pédagogique. Et cela parce que:

a- Les familles veulent voir leurs enfants "réussir" aux examens, autrefois au C.E.P, de nos jours à l'entrée en 6ème. De là les pratiques du bourrage et du forçage à outrance (dictées, problèmes, dans bien des classes de CM2 préparant à l'entrée en sixième de lycée);

b- Les "Chefs" (inspecteurs) font plus souvent fonction de "gendarme" que de conseillers. Ils exigent eux aussi que les réussites aux examens soient bonnes, ce qui leur permet de "briller" aux yeux de leurs supérieurs comme à ceux du public. Gare aux maîtres qui négligent la réussite; leurs notes s'en ressentiront, ce qui entraînent quelque retard dans l'avancement.

c- Enfin beaucoup de maîtres ne se posent pas de problèmes et distribuent la nourriture toute préparée des manuels débitée en tranches comme du saucisson ...

Il semble bien que l'enseignement élémentaire aboutisse à des échecs significatifs. Le plus notable est constitué par les retards scolaires, D'après les statistiques officielles en 1962, 78% des enfants de 10 et 11 ans ont au moins 1 an de retard. Autrement dit, seulement 22% arrivent à "suivre" sans anicroche, à monter de classe sans redoubler. Ce qui signifie que l'école élémentaire est de moins en moins adaptée à ses élèves.

Pour terminer, un mot du CEP (certificat d'études primaires), l'examen qui "couronne" encore la fin de la scolarité primaire à 14 ans et qui doit bientôt disparaître. Les familles y attachaient (et y attachent encore) grande importance. Et pourtant cet examen ne fait nullement apparaître la valeur des individus, à quelque point de vue qu'on se place.

En général, il est prétexte à une pédagogie réactionnaire: dictées + problèmes + acquisitions verbales; c'est le secret de la "réussite". Il y a bien sûr des exceptions. A signaler que, à la campagne, certains maîtres “retenaient" quelques bons élèves pour avoir le premier du canton; jusqu'où peut conduire la vanité.

3- L'enseignement secondaire:

Là aussi les instructions ministérielles sont mal suivies. Les professeurs sont peut-être encore plus conservateurs que les instituteurs. On peut bien signaler quelques tentatives pour sortir de la routine, de la sclérose. Mais elles sont encore bien moins efficaces que dans l'enseignement primaire. Les professeurs qui veulent tenter quelque chose le font individuellement; les résultats qu'ils peuvent obtenir, avec, au mieux, 4 à 5 h de cours hebdomadaires, sont forcément très limités, Voici les principales tare de cet enseignement:

a- les notes et classements, dans chaque matière, qui conduisent fatalement l'élève à travailler dans ce but presque uniquement, pour "briller";

b- les tableaux d'honneur, encouragements, félicitations, véritables "carottes" pour attirer les petits ânes gourmands de "distinctions", préfiguration de la société où ils sont appelés à vivre;

c- la discipline archaïque, avec ses systèmes de punitions "adjudantesques";

d- l'enseignement presqu'exclusivement ex-cathedra. Les élèves écoutent passivement un cours, quelquefois dicté. Ils n'ont qu'à le râbacher pour le réciter au plus près, sans aucune recherche personnelle en général;

e- l'enseignement de la langue est souvent presque inexistant. On enseigne la littérature (une littérature bien choisie, bien sûr, avec seulement les "bons" auteurs). Or la langue française ne peut s'apprendre qu'en la parlant et en l'écrivant, en s'exprimant personnellement ce que font bien rarement les élèves. Pourtant la langue est la base sans laquelle rien de valable ne peut être enseigné valablement,

f- le travail effectué l'est presque toujours en vue de l'examen C'est ce bachotage qui est la règle, non l'éducation, la formation, la culture;

g- le latin est toujours (quoique dans une moindre mesure que naguère) l'objet d'un culte scandaleux. D'où un profond mépris des classiques pour les modernes. Beaucoup de professeurs de français (ou plutôt de littérature) sont d'une très grande partialité à l'égard de leurs élèves;

h- la place accordée aux sciences humaines (biologie, sociologie, psychologie, histoire et géographie) est faible, alors qu'elles devraient être la base de l'enseignement;

i- et enfin, presqu'aucune part n'est laissée à l'initiative personnelle, à l'expression artistique, aux créations collectives.

Le tableau n'est donc pas brillant. Beaucoup de professeurs ont conscience d'un malaise, mais peu réagissent et sont lucides sur les vraies causes du mal.

Ajoutons encore que cet enseignement est pour l'heure donné dans des classes pléthoriques d'établissements-casernes.

4- L'enseignementsupérieur:

Beaucoup de défauts du secondaire se retrouvent là, dont le principal est sans aucun doute le bachotage. Pour qu'un étudiant réussisse il suffit bien souvent qu'il apprenne par coeur les cours du professeur titulaire et qu'il puisse rendre ainsi un "bon" devoir où il aura consigné les idées chères à son maître.

Il existe des travaux pratiques, bien sûr, où les étudiants peuvent, en compagnie d'assistants, faire un travail véritable. Il n'empêche que cela n'est qu'un "à-côté". Aussi cet enseignement a-t-il provoqué de vives réactions de la part de certains étudiants, comme en témoigne le livre blanc publié par les élèves des écoles des Mines. Ce n'est là qu'une minorité, beaucoup se contentent de suivre la "bonne voie".

5- Dans l’enseignement technique, et professionnel:

Là aussi triomphe le dogmatisme: beaucoup de théories et de paroles, peu de réalisations.

Un exemple: dans une école d'Agriculture, les élèves de la section pratique ont des cours équivalents à ceux des sections classiques et modernes de l'enseignement secondaire, alors qu'ils sont d'un niveau nettement moins élevée Et ils ont en plus des heures de pratique.

Un directeur de lycée technique nous indiquait que certains élèves de 16 ans avaient 70 heures par semaine, au minimum, de cours, travaux pratiques et "travaux personnels”.

On sait d'autre part que l'entrée en collège technique (apprentissage) est un véritable concours du fait du manque de places offertes aux élèves.

EN CONCLUSION: Dans tous les domaines, I 'enseignement n'apparaît nullement comme l'instrument de libération qu'il devrait être. Mais presque toujours, il aboutit à une mise en condition des jeunes; peu à peu pénétrés de l'habitude d'obéir, de se conformer aux idées reçues, de lutter individuellement pour parvenir, ils seront pour la société qui les attend de bons serviteurs dociles et souples. Heureusement, quelques individus résistent à ce laminoir.

REFORME DE L' ENSEIGNEMENT:

Introduction:

Jamais sans doute on n'a tant parlé de Réforme de l'enseignement et de questions d'éducation. De nombreux livres ont été publiés à l’intention du "grand public" et il n'est guère de journaux qui n'y soient allés de leur enquête. Mais tout ce bruit ne signifie nullement que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes tout simplement, cela traduit un peu du profond malaise de l'enseignement, de la "crise" comme on dit - qui est avant tout le reflet de la crise sociale actuelle, une autre face des contradictions dans lesquelles est plongée notre société sous le règne du capitalisme d'état.

Quels sont les phénomènes les plus importants que nous pouvons observer à l'heure actuelle par rapport à l'enseignement d'il y a 40 ou 50 ans?

- D'abord que le nombre des analphabètes a diminué - ensuite que le nombre des diplômés de toutes sortes a augmenté. Ce sont là deux faits indiscutables. Ensuite que l'enseignement s'est diversifié. Il serait long d'énumérer toutes les spécialisations que comportent nos écoles; et, malgré tout il s'en crée chaque jour de nouvelles pour faire face à la nécessité.

- Et pourtant ce développement reste insuffisant; il apparait à tous nécessaire de faire plus, d'étendre l'enseignement. Et chacun de se gargariser de "démocratisation"...

La Démocratisation:

Il ne vient guère à l'idée même des plus conservateurs de prétendre que cette démocratisation est réalisée. Mais que veut-on dire par là, c'est ce qu'il faut voir d'une façon plus précise.

Selon les dirigeants de la Fédération des Conseils de Parents d’Elèves des écoles publiques, il importe, dans la course à l'enseignement, de donner à tous les enfants des chances égales, quelles que soient leurs origines familiales ou sociales, ou les handicaps qu'ils peuvent avoir au départ. Ce qu'il faut tout de suite remarquer, c'est le caractère de "compétition" que l'on reconnaît ainsi, ce qui signifie que l'on n'envisage que le côté réussite, places à conquérir dans la société capitaliste. Voilà qui n'est pas

pour nous surprendre venant de dirigeants réformistes (on sait les attaches qui unissent la FEN à la Féd. des Cons. de Parents d'élèves). Le raisonnement qu'ils tiennent est le suivant: le jour où autant de fils d'ouvriers que de fils de bourgeois accéderont, en proportion, aux plus hauts grades de l'Université, donc aux plus hautes fonctions, il y aura bien quelque chose de changés! Comme si le fait de changer l'origine des maîtres était capable de changer la nature des relations de maîtres à subalternes. On sait que bien souvent les "chefs" issus des classes dites populaires sont les plus durs de tous les chefs

Pour ceux-là, la démocratisation de l'enseignement serait effective le jour où toutes les conditions matérielles seraient remplies, le jour où il y aurait assez de locaux en bon état, si la gratuité totale était réalisée avec fournitures de livres, ramassages, frais d'études.... On pourrait voir alors dans un proche avenir les technocrates appelés à gouverner la société industrielle de demain recrutés en proportions équitables dans toutes les classes de la nation, et non plus comme de nos jours, une infime quantité de fils de travailleurs manuels accéder à ces "postes-clés".

C'est là, bien sûr, une des illusions réformistes typiques; que le bon sens et que les faits l'éclairent d'une façon fort claire, cela n'empêche pas bon nombre d'y croire.

Rendons-leur cette justice, cependant. Pour que de telles réformes se réalisent, que de telles stuctures matérielles soient mises en place, il est nécessaire que les crédits soient pris quelque part. Sur les dépenses improductives, donc principalement sur les crédits militaires pour parler clair. Et nos réformistes de demander un tel transfert de crédits. Ce qui serait toujours cela de tiré bien sûr - et nous serions heureux comme eux de voir des fonds pris sur les oeuvres de morts transférés à l'éducation. Mais il conviendrait de se rendre compte que c'est une douce illusion de croire que des crédits militaires peuvent changer ainsi de destination; leur but est tout autre, et essentiellement de maintenir le régime de profit en permettant des fabrications quand les marchés normaux sont engorgés.

Ce qu'il faut dire, pour en revenir à la démocratisation, c'est que les conditions matérielles (locaux, maîtres, livres, études, ne sont que les conditions de la démocratisation, et non la démocratisation elle-même. Toutes ces belles réalisations peuvent n'être faites qu'en vue de la formation de producteurs, de matériels humains, comme disent les technocrates. Ce dont ils se réjouissent, c'est que "ces investissements soient rentables" - c'est-à-dire que grâce à ces cerveaux, les indices de production augmentent, donnent les profits - que le progrès technique soit rendu pnssible, fût-ce au détriment du progrès humain. Pour d'aucuns donc transformer tous les hommes en robots-producteurs, voilà l'idéal - notre société n'est pas encore bien au point, selon eux et c'est pourquoi ils veulent tirer tous les cerveaux valables du peuple. C'est un danger que nous nous devons de dénoncer, et n'allez pas croire que nous noircissons le tableau. Il n'est pour se rendre à l'évidence que de lire la presse où se multiplient les appels pour la formation de tel pourcentage de techniciens dans telle spécialité pour les besoins de demain - ou encore les études "angoissées" où l'on constate le retard pris par la France dans certain secteur, ce qui se traduira demain (sous-entendu) par une régression des profits matériels (et moraux); des grands trusts de ce dit secteur.

Que doit donc recouvrir pour nous ce mot de démocratisation? Eh bien, d'abord le plein épanouissement de l'individu même si cela contrarie quelque peu la formation du producteur.

Cela suppose évidemment une grande diversité dans les méthodes d'enseignement comme dans les programmes. Mais de toute façon cela suppose une rupture totale d'avec les habitudes de l'école actuelle où l'élève, presque toujours, est tenu à une obéissance servile. La notion de "maître" telle qu'elle est conçue actuellement doit disparaître; plus de souverain absolu dans la Classe - mais un homme prêt à aider à de futurs hommes à résoudre les problèmes qu'ils se posent et que leur pose la vie.

Et c'est la deuxième condition d'une démocratisation l'ouverture sur la vie. Alors qu'actuellement, on prétend que seule la culture "classique" est capable de former des individus, nous devons affirmer que la vie doit être la grande formatrice des hommes conscients de demain. Ajoutons la vie vraie et non les ersatz plus ou moins audio-visuels que certains veulent imposer aux enfants pour endormir encore mieux leur résistance à l'anéantissement de leur personnalité.

Orientation:

Il apparaît pourtant nécessaire de préparer les enfants à être des travailleurs, à accomplir une tâche utile, manuelle ou intellectuelle, plus ou moins selon leurs goûts et leurs capacités. Dans un enseignement réformé et démocratisé, et dans une société sans classe, se posera toujours ce problème d'orientation dont l'importance est capitale.

Si l'on veut, à un moment ou à l'autre, procéder à une orientation valable il est nécessaire de tenir compte de nombreux facteurs.

En premier lieu, il y a les possibilités des individus, leurs désirs aussi. Mais les conditions, de travail se transforment de nos jours si rapidement (et cela ne peut que s'accélérer encore) il importe avant tout de donner une formation polyvalente, de façon à ce que le travailleur ne reste pas ultérieurement prisonnier d'une spécialisation trop poussée. Quoi qu'il en soit il est un point important qui échappe à la plupart de ceux qui étudient la Réforme de l'Enseignement et parlent d'orientation: cette orientation proposée aux élèves (et à leurs familles) pour être acceptée par tous sans restrictions ni récriminations ne doit pas conduire à des désavantages matériels pour l'avenir quelle que soit la voie conseillée.

Autrement dit si Pierre est orienté vers une carrière d''ingénieur, Paul vers un emploi de technicien, Jean vers un métier manuel, il importe que plus tard les bulletins de paie de Pierre, Paul et Jean soient identiques (ou à peu près identiques) - sinon on n'empêchera pas la "course" dont nous parlions tout à l'heure, et le but sera faussé. Si l'on n'envisage pas l'orientation sous cet aspect, on sera bien obligé de conserver ces barrières que sont les examens et dont il faudrait aussi faire le procès.

La conclusion c'est qu'il ne saurait y avoir de vraie réforme sans écrasement de la hiérarchie des salaires, donc sans une véritable révolution sociale qui place tous les travailleurs dans une perspective d'égale dignité. Pas de réforme donc en régime capitaliste.

Ecrémage:

C'est l'aspect actuel de la Réforme de l'Enseignement que nous voudrions aborder pour terminer ces généralités, et surtout quelles sont les conséquences pour le monde ouvrier de nos "réformettes" à la sauce gaulliste.

Le souci de certains de tirer du peuple tous les cerveaux "valables" masque en partie leur intention qui est de priver par la même occasion les milieux ouvriers et paysans de leurs meilleurs éléments. Tant que nous aurons une société comme celle que nous subissons, la lutte des travailleurs sera nécessaire pour garantir leurs conditions d'existence quelque peu décentes, ou pour qu'ils ne soient pas trop préssurés. Donc, tant que cette société durera, il importera d'avoir chez les travailleurs des personnalités fortes et bien armées intellectuellement et moralement pour prendre en mains la défense de leurs camarades de classe. Dans les syndicats, ouvriers et paysans, le manque de "cerveaux" se fait aussi sentir actuellement. Il est vrai que l'on peut regretter que beaucoup soient chloroformés par diverses techniques. Et que l'on peut, aussi douter qu'il puisse en être autrement.

Même dans une société socialiste, basée sur le développement harmonieux des individus et non sur la rentabilité (ou le profit), il serait nécessaire de ne pas priver certains milieux, certains métiers, de cerveaux valables. Les travailleurs auraient alors, plus que jamais besoin de s'associer, de se gouverner eux-mêmes, il est vrai qu'ils en auraient peut-être pris l'habitude dans leurs écoles où ils n'auraient pas été de simples machines à enregistrer des leçons bien faites...

Mais n'anticipons pas. Pour l'heure, le danger est grand, les “intellectuels" sont bel et bien coupés des milieux prolétariens. Seulement, à leur endroit, on est bien obligé de se demander s’il ne s'agit pas d'un conditionnement dont l'origine est dans l'éducation abrutissante qu'ils ont reçue. Ce qui nous amène à conclure que, pour la formation de militants, de quelque façon qu'on envisage le problème, le point de vue pédagogique est d'une importance capitale. La pédagogie traditionnelle est un conditionnement à l'obéissance à la docilité, au conformisme sous toutes leurs formes.

La question reste de savoir si l'on peut, en société autoritaire, avoir une pédagogie libératrice.

LES PLANS DE REFORME:

1- Le plan Langevin-Wallon:

Aux lendemains de la dernière guerre, une commission fut créée pour étudier un projet de réforme de l'enseignement, ses travaux furent remis aux mains du ministre le 17 juin 1947. Celui-ci (M.Naegelen) les enfuit dans un tiroir. Et il ne fut plus guère parlé du plan Langevin-Wallon (puisqu'il s'agit de lui) jusqu'à la venue de De Gaulle au pouvoir. Et si encore de nos jours on l'oppose aux réformes proposées il faut bien dire que la teneur exacte en est fort méconnue.

Principes et buts du plan Langevin-Wallon:

Ce plan repose principalement sur 2 grands principes: le principe de justice, tous les enfants ayant droit au développement maximum que comporte leur personnalité; et le principe d'orientation qui consiste à ne pas laisser au hasard le soin de déterminer le choix des études et des engagements vers les professions. L'enseignement a pour but, d'après L-W, d'assurer aux aptitudes de chacun tout en assurant ce maximum de développement intellectuel, de préparer l'enfant aux tâches professionnelles le mieux à sa portée et où il pourra le mieux servir la collectivité. Mais l'un de ses objectifs est aussi *"d'élever le niveau culturel de la nation"*. Et tout cela pour aboutir *"à renforcer le sentiment de la communauté française".*

Nous sommes loin, on le voit d'un plan révolutionnaire.

Les structures:

1- De 3 à 18 ans, c'est l'enseignement du premier degré obligatoire. Les enfants fréquenteraient l'école maternelle jusqu'à 7 ans. Puis de 7 à 11 ans, ce serait le premier cycle, assurant l'enseignement élémentaire commun avec pour chaque classe un seul maître.

Dans le deuxième cycle, de 11 à 15 ans, l'enseignement serait en partie commun, en partie diversifié; les deux premières années verraient les élèves réunis: c'est le tronc commun, destiné à déceler les aptitudes qui seraient mises à l'épreuve par des options au cours des deux années suivantes. A quinze ans s'ouvrirait le troisième cycle, comprenant trois sections, l'une pratique devant fournir les travailleurs manuels, l'autre devant conduire à la formation de cadres moyens la troisième, théorique, ouvrant les portes de l'enseignement supérieur - ou plutôt à l'enseignement du 2ème degré.

2- Donc au-delà de 18 ans, c:est le 2ème degré,

a - avec un enseignement préuniversitaire (propédeutique) de 2 ans pour orienter à nouveau les élèves (contacts avec la profession)

b- l'enseignement supérieur proprement dit avec 3 sections (ou 3 objectifs): instituts techniques formation de chercheurs, enseignement culturel.

Critique du plan L-W:

1- Les points positifs: D'abord, à plusieurs reprises, on y affirme que l'enfant a droit à un développement complet et que *"la formation du travailleur ne doit en aucun cas nuire à la formation de l'homme".*

Il organise en fait l'école unique, jusqu'à 15 ans tous les élèves étant soumis aux mêmes obligations scolaires.

On y affirme qu'en tous lieux, l'école doit être un centre de culture, de diffusion de la culture et que

l'organisation nouvelle de l'enseignement doit permettre le perfectionnement continue du citoyen et du travailleur.

On y prévoit une amélioration des conditions de travail des enseignants notamment par la réduction des effectifs.

Tous les examens seraient en fait supprimés jusqu'à 18 ans, ce qui ôterait tout prétexte à bachotage et à pédagogie contraignante et bourrative.

Enfin, la formation de tous les maîtres revêtirait une unité, qui noue semble indispensable. Tous ceux devant enseigner jusqu'à 18 ans auraient les diplômes équivalents, qu'ils soient spécialisés ou non.

Mais si le plan s'inquiète des mesures de justice sociale dont l'absence serait la négation de toute vraie réforme, il n'entrevoit qu'un régime nouveau de bourses et le pré-salaire pour les étudiants.

2- Les points négatifs: Outre ce point combien important de "la justice sociale", il en est bien d'autres qui prêtent à critique. Et d'abord son but avoué est de former des producteurs, des citoyens utiles à la société (ce contre quoi nous ne sommes pas à priori). *"Orientation scolaire d'abord, puis orientation professionnelle doivent aboutir à mettre chaque travailleur, chaque citoyen au poste le mieux adapté à ses possibilités, le plus favorable à son rendement".* Et encore: *"l'introduction de la justice à l'école par la démonstration de l'enseignement mettra chacun à la place qui lui assignent ses aptitudes pour le plus grand bien de tous".* La conséquence de cette façon de voir, dans une société comme la nôtre au moins, ne peut être que *"la course à l'instruction"* pour s'emparer des meilleures places, les mieux payées. Est-ce cette concurrence à laquelle on serait fatalement conduit qu'on voudrait nous faire entrevoir comme l'idéal?

Ensuite, telle qu'elle est définie, cette réforme suppose des rassemblements de nombreux enfants en de vastes établissements: rien n'est plus dangereux pour une formation véritable de l'homme; mais par contre rien n'est plus favorable au développement des instincts grégaires et aux mises en condition de toutes sortes.

Troisième critique, les programmes. Certes, l'essentiel de ce qu'on préconise en ce chapitre est valable. Mais on n'y prévoit pas expressément le démantèlement des programmes actuels. Or ceux-ci sont constitués pour une certaine forme d'esprit, un certain conformisme classique. On sait avec quel peu d'enthousiasme les enfants du peuple mordent aux études en question. Perpétuer ces mêmes sujets d'étude, ce serait une grave erreur. Il y a mieux à faire à l'école qu'à annnoner certaines tirades. Il faut proclamer haut et fort que la base de la culture ne peut être autre que la vie, non plus des normes dépassées d'un prétendu humanisme. Ce qui ne veut pas dire que nous rejetions tous les auteurs passés, bien loin de là - leur étude restera toujours utile, mais ne doit pas être exclusive.

Le plan Langevin-Wallon prétend fonder la réforme sur des bases scientifiques. Très bien: mais quelle science de l'éducation? Si ce qui était vrai hier est considéré com-me contestable aujourd'hui; nous savons bien que demain de nouvelles recherches remettront tout en cause. Alors?

Quant à l'orientation et ce qu'elle implique, il en est question par ailleurs.

Il reste encore la formation civique. Il est dit dans le plan que la formation doit y être moins livresque que pratique, et c'est à juste titre. Mais pour aboutir à quoi? à *"donner aux adolescents le sentiment de leur responsabilité sociale, sous deux aspects répondant à la hiérarchie des tâches et fonctions: responsabilité du dirigeant et responsabilité de l'exécutant"*. Certes, *"il importe de ne pas cultiver en certains l'absolutisme du chef prédestiné, et en d'autres l'habitude paresseuse d'une aveugle soumission*". Néanmoins, nous ne saurions souscrire à ce but de l'enseignement civique: former des chefs d'une part et des exécutants de l'autre, même si cela s'assortit de conditions (les bons chefs ou patrons, et les ouvriers actifs... et vigilants). Même si en paroles on reconnaît "la noblesse" de toutes les tâches.

Et que dire de cette conclusion: *"L'école, mettant en évidence les éléments communs de nos devoirs d'homme et de citoyen, contribuera efficacement à renforcer le sentimente de la communauté française"*.

C'était en 1947, et sans doute ces *"lendemains qu'on voulait faire chanter"* expliquent pas mal de chose. Cependant, nous ne voyons pas bien la communauté française, du manoeuvre au banquier! du cantonnier au ministre! ou de l'ouvrier au chef d'entreprise? où est la communauté d'intérêt? Ce principe d'union sacrée, nous ne pouvons que le vomir.

2- Le plan Fouchet:

Le plan Langevin-Wallon n'ayant pas été appliqué, il a fallu néanmoins depuis quelques années apporter des modifications aux structures en place. Peut-être y a-t-il eu de la part des grands commis en fonction (Directeurs des ministères) une certaine volonté de transformation dans le sens du plan enterré. Et à tout prendre l'adaptation de l'enseignement aux nécessités économiques et sociales y était bien exprimée, explicitement. Mais prétendre malgré tout que la réforme à laquelle on aboutit maintenant va dans le sens souhaité; c'est se moquer.

Il est à remarquer que ces réformettes, en apparence sans lieu et sortie sous la pression des événements, constituent en fait un tout plutôt cohérent, qu'on a baptisé d'ailleurs "Plan Fouchet" et dont les 2 caractéristiques sont de démanteler l'éducation nationale et de pourvoir à la formation des cadres et techniciens qu'exige la mise en place des nouvelles structures capitalistes.

Voici, succintement énumérées, l'essentiel de ces "réformes" :

1- Soutien à l'enseignement privé, clérical, meilleur selon beaucoup de dirigeants car formant des individus, plus dociles plus conformistes.

2- Eclatement du ministère de l'éducation nationale: secrétariat à la jeunesse et aux sports, affaires culturelles, détachement de l'hygiène scolaire, de l'enseignement agricole, etc.

3- Sélection sévère à l'entrée en sixième, puis pour le passage en seconde, enfin pour l'entrée à la faculté.

4- Aucune possibilité d'orientation vraie (les 3 mois d'observation sont une farce: comment connaître en 3 mois des élèves nouveaux?). Il y a en fait pré-orientation selon l'origine sociale ou le lieu de résidence et la proximité des établissements scolaires.

5- Diminution générale de la qualification des maîtres. C'est ainsi que les "meilleurs" élèves des écoles normales vont tous dans les CEG, que l'on envisage une "demi-licence" en 2 ans pour enseigner dans le-premier cycle des lycées (ou CES).

6- Fixation par avance des pourcentages d'enfants aptes à suivre l'enseignement long (ou noble), l'enseignement moyen (cadres subalternes) et l'enseignement pratique (manoeuvres). Tout cela dans le but évident de subvenir aux besoins à court terme de l'industrie.

Un exemple typique de ce désir de mettre l'enseignement au service des besoins économiques est fourni par l'article de M. G.Dreyfus dans "l'Education Nationale" (n°14 - 15 avril 64). L'économie en expansion ne peut absorber que 40.000 à 50.000 diplômés de l'enseignement supérieur.

Ce qui supposerait une entrée en facultés de l'ordre de 150.000 élèves (le "déchet" est important dans cet ordre d'enseignement!) Donc, il vaut mieux freiner la préparation au baccalauréat comme accès à l'enseignement supérieur pour augmenter la préparation technique condensant à la formation de cadres moyens. Jamais on n'avait aussi crûment proclamé la nécessité de se plier aux "exigences" de l'économie. Raisonnement clair et logique: puisque en 1975; il faudra 14% de la population du niveau de la licence, et 45 d'un niveau inférieur au baccalauréat, ce qu'il faut c'est sélectionner les 14% en question, les sélectionner rigoureusement. Et ne pas oublier de prendre quelques élèves venant de milieux modestes: c'est cela la démocratisation.

Et l'on voit, ce n'est pas un hasard, ressortir toute une littérature vantant les mérites de l'enseignement secondaire et la nécessité de ne pas le décapiter. Il suffirait pour cela de créer dans chaque lycée une "section forte" où enseigneraient les meilleurs professeurs - car *"une élite de l'esprit et du savoir est; nécessaire à une démocratie"*...

Ce qu'il y a de plus odieux, c'est que tout cela est proféré au nom de la démocratie.

On est donc loin, malgré tout, du plan Langevin-Wallon pour lequel nous formulions déjà bien des réserves.

PERSPECTIVES:

Nous n'avons pas, dans ce dernier chapitre, la prétention de donner un projet complet de réforme de l'enseignement. Nous voudrions seulement ébaucher un plan et surtout dégager les idées qui doivent l'inspirer.

POUR UNE PEDAGOGIE DYNAMIQUE:

Pour être valable, tout projet doit nécessairement reposer sur deux bases :
1- L'expérience et l'expérimentation acquises par la pratique,
2- L'étude systématique des conditions matérielles, et humaines de l'extension des expériences réussies en même temps que l'approfondissement des bases théoriques pédagogiques et philosophiques qui en découlent.

Dès l'abord, il y a lieu de tenir compte des essais déjà faits, du travail des précurseurs, en France et ailleurs.

Quelle que soit la forme que prendra la société, quelles qu'en soient les structures, un changement d'attitude s'impose aux enseignants: ils se doivent de remettre en cause continuellement les méthodes et techniques. C'est à ce prix que la routine peut être évitée. Mais cela suppose qu'eux-mêmes "fassent" la pédagogie, qu'ils n'acceptent plus les directives d'en haut, qu'ils soient leurs propres maîtres.

FAUT-IL ATTENDRE LA REVOLUTION?

La question préalable qui se pose est de savoir si l'on peut faire progesser l'éducation dans la forme de société que nous connaissons et condamnons. Autrement dit, ne vaudrait-il pas mieux que les enseignants conscients de cette difficulté consacrent toute leur énergie à militer pour amener un changement social radical, ce qui suppose qu'ils délaissent le côté "progrès pédagogique"?

Ce point de vue est à vrai dire insoutenable, et la question n'est pas nouvelle; PROUDHON déjà la posait. Et Marcel MARTINET ("Culture prolétarienne") répondait : *"Parce-que aujourd'hui l'action nous presse, c'est justement pourquoi aujourd'hui, il faut songer à l'éducation. Oui, il faut tout entreprendre à la fois."*

Personne ne prétendrait, par exemple, qu'il est inutile et dangereux d'obtenir de meilleures conditions de travail. En pédagogie comme ailleurs, nous devons saisir toutes les occasions qui nous sont données d'arracher un quelconque avantage, si minime soit-il. Mais nous ne devons pas nous illusionner sur la portée de chaque réforme sachant bien que les gouvernants s'arrangent presque toujours et en tous domaines pour reprendre d'une main ce qu'ils ont lâché de l'autre.

L'EDUCATION DES PARENTS:

Il est évident que dans la formation des individus l'école n'est pas seule concernée. La famille d'abord, le milieu socil ensuite jouent un rôle prépondérant.

Il importe donc d'agir pour que les enfants arrivent à l'âge de l'enseignement sans avoir déjà subi de déformations ou de traumatismes psychologiques qui seraient des handicaps insurmontables à l'avenir. Les parents doivent donc être informés des responsabilités qui sont les leurs. Entre autres, ils doivent savoir toute l'importance que revêt la première enfance et même la période du développement intra-utérin: *"La vie de l'enfant ne commence pas à sa naissance"* (Dr Mucchielli).

De la réceptivité acquise dans le plus jeune âge, va dépendre en grande partie: l'attitude de l'enfant face à la vie, ses possibilités étant conditionnées essentiellement par l'affectivité - sans entrer dans d'autre détails (lire à ce sujet: *"la personnalité de l'enfant",* du Dr R.Mucchielli) nous pouvons conclure:

1- Il importe que les parents soient informés, et qu'ils le soient très tôt, avant la naissance même.
2- Cette information devrait être un souci primordial, allant de pair avec l'éducation sexuelle, pour les associations de parents d'élèves comme pour les syndicats.

LA CULTURE DU TRAVAIL:

A notre époque de "civilisation des loisirs", d'automation, quelle place doit rester au travail? doit-on lui laisser la place prépondérante à l'école même?

Une énorme industrie, actuellement, est en plein essor qui a pour but de "vendre" des moyens de loisirs. Il s'ensuit que des théoriciens ne manquent pas pour justifier cette opération. De nos jours c'est ainsi: la propagande pour forcer à la consommation est omniprésente; et sur tous les plans, on cherche à endoctriner, on trouve des bases philosophiques à toutes les pratiques, même à celles qui sont le plus contraires aux intérêts vitaux de l'homme.

Cette offensive pour faire reposer éducation et culture sur le loisir recouvre une autre pensée; détacher de plus en plus les travailleurs de tout rôle actif et conscient dans la production. Ainsi l'ouvrier deviendrait toujours davantage étranger à son entreprise à laquelle il ne fournirait que quelques heures de travail, moyennant quoi il recevrait la possibilité d'acquérir en quantité toujours plus grande des heures de loisirs et des "produits à consommer" pour cet usage. On voit l'avantage qu'en retirerait (qu'en retire déjà) la direction des entreprises: les revendications ouvrières ne gêneraient plus les technocrates, soient qu'elles cessent de se faire jour, soient qu'elles se trouvent détournées vers les "amusettes".

Sur le plan de l'école, déjà, l'enseignement, comme il l'a toujours fait, prépare à la création de mythes culturels, détachés du contexte social et économique (l'honnête homme...). Il est nécessaire de réagir vigoureusement contre cette tendance de plus en plus répandue qu'on peut fonder l'éducation sur les loisirs.

FREINET a montré (lire *"l'Education du travail"* - Ecole Moderne française, Cannes) que l'enfant lui-même éprouve le besoin de travailler et ce n'est que par la nécessité d'agir impérieuse qu'il en vient à remplacer le travail par le jeu. le but de l'éducateur doit donc être de replacer le travail à se vraie place *"au sommet de nos préoccupations, au centre même de notre destinée"*. Prenant ainsi la place qui est sienne à l'école, le travail la reprendrait également dans la lutte sociale.

A L'ECOLE ELEMENTAIRE:

La classe, pour nous, est bien plus un atelier qu'un sanctuaire; l'élève doit y avoir un rôle actif, pouvoir y travailler avec de vrais outils, adaptés à ses possibilités. Cette considération se traduira par des boulversements matériels, sur le plan des locaux et des installations; la classe ne sera plus seulement une salle avec des putitres et des bancs, mais un atelier avec des établis, des instruments, des documents de toutes sortes. Il ne doit plus s'agir pour l'enfant de rester bien sagement assis à écouter la bonne parole, d'y adhérer sans contestation possible, de ne travailler qu'au commandement; il doit décider par lui-même de sa participation à telle ou telle tâche, discuter sur la meilleure façon de la réaliser, établir lui-même son plan de travail.

Cette révolution dans la pédagogie est déjà en marche: c'est ce que réalise le mouvement Freinet et de l'Ecole Moderne qui a déjà mis au point un certain nombre de techniques et d'outils dont l'utilisation par des milliers de classe montre que leur généralisation n'a rien d'utopique.

Pour terminer, ajoutons que, pour l'enseignement élémentaire il paraît nécessaire:
- que chaque école ne rassemble pas plus de 4 ou 5 classes, 100 à 125 élèves,

- que chaque maître puisse garder ses élèves 2 années consécutives au moins.

AU DELA DE 11 ANS, Période d'orientation:

En ce qui concerne l'enseignement de 11 à 15 ans, les mêmes dispositions pratiques et théoriques sont valables, Mais des mesures d'adaptation supplémentaires sont souhaitables.

D'abord, il ne semble pas qu'on puisse échapper à une certaine spécialisation des enseignants (quoique cette spécialisation soit susceptible d'être remise en question, au moins pour les 2 premières années) - Il faut de toute façon réduire le nombre des maîtres à 4 au 5 au plus: 1- Français et sciences humaines (histoire, géographie, milieu local), 2- langues, 3- mathématiques, sciences et technologie, 4- Education physique, 5- Education artistique (actuellement certains enfants de 11 ans ont jusqu'à 10 ou 11 professeurs).

Mais si cette spécialisation peut avoir des avantages, c'est à la condition que les maîtres travaillent en équipe et non individuellement comme maintenant. Un plan de travail général doit être établi qui permette de lier entre eux ces différents enseignements. Ajoutons que ce qui est primordial c'est que l'enfant puisse s'exprimer, donc que l'enseignemant de base qu'est le français ne soit pas sacrifié à la littérature, celle-ci n'étant qu'un moyen parmi beaucoup d'autres pour acquérir la maîtrise de la langue.

Les établissements scolaires de ce niveau ne devraient pas rassembler plus de 150 à 200 élèves (8 à 10 classes maximum).

Quant au psychologue ou à l'orienteur leur introduction parait artificielle si le travail d'équipe a réellement lieu et si le personnel est stable.

La période de 11 à 15 a ans doit enfin permettre suffisamment d'expérience, présenter suffisamment d'options pour que les enfants au terme de ces quatre années puissent choisir leur “voie" (toujours avec la possibilité de changer de direction, malgré tout).

AU-DELA DE 15 ANS, L'enseignement professionnel:

Dans notre régime capitaliste, les chefs d'entreprise actuellement plus que jamais, essaient de mettre la main sur l'enseignement professionnel. Incontestablement, il y a là un danger de formation étroite à dénouer et surtout dans le cadre de l'adaptation aux nouvelles structures par le truchement du gaullisme. Cependant, il ne faut pas perdre de vue qu'en régime socialiste libertaire, les communautés de travail auraient leur rôle à jouer dans la formation des travailleurs et qu'on pourrait leur accorder une confiance qu'on ne peut donner aux entreprises actuelles.

Cette formation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes et notamment par leurs syndicats serait aussi valable pour les intellectuels que pour les manuels (Voir *"Réflexions sur l'éducation"*, d'A. Thierry).

L'Enseignement secondaire et supérieur:

L'enseignement de 15 à 18 ans, préparant aux Facultés, ou aux écoles techniques, serait, tout naturellement, par ses programmes et ses méthodes comme par son esprit, le prolongement des étapes antérieures: recherches personnelles, travaux collectifs, études des problèmes actuels, enquêtes dans le milieu local; en un mot: liaison permanente avec la vie, goût de l'action, ouverture sur tous les aspects de la connaissance, seraient les remèdes naturels contre le dogmatisme.

Il en irait de même des études universitaires, ou des grandes écoles, la seule différence résidant dans l'approfondissement des sujets étudiés.

Quant à la gestion des établissements, elle serait confiée à des organismes paritaires, comprenant des représentants d'une part des usagers (grands élèves, étudiants, ou parents), d'autre part des enseignants et de l'administration universitaire.

AUTRES PROBLEMES:

Il reste à examiner plusieurs problèmes, notamment les examens et le rôle du maître en général.

Les examens ne doivent plus être un moyen de sélectionner en vue d'accéder aux meilleures places. Les études devant conduire chacun, tout naturellement, à une fonction qu'il peut remplir valablement, dans la société telle que nous l'envisageons, il conviendrait donc de supprimer ces examens. Cependant, on pourrait prévoir, toujours en liaison avec la vie, des Brevets ou la réalisation de chefs-d'oeuvre du genre de ceux étudiés dans le mouvement de l'école Moderne.
.

Quant au rôle du maître, il serait bien plus important que dans l'école traditionnelle où il se contente souvent de débiter en tranches les différentes parties du programme. Il conviendrait qu'il soit à la disposition de tous pour pouvoir aider, encourager, expliquer au besoin, favoriser tous les travaux et toutes les expériences.

Il est évident que bien peu d'enseignants sont préparés à une semblable tâche. Les problèmes qui se posent pour une véritable réforme sont donc complexes, mais certains pionniers ont tracé la voie, ne l'oublions pas.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

Michel GATINEAU 107 rue Jean Jaurès ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 5.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.